

lip : des perspectives unitaires

Interview de Charles Piaget par Pierre Régner



Le patronat et le pouvoir claironnent à tout vent Lip c'est fini. Les lips, eux, ont voulu prouver le contraire. Les journées « portes ouvertes » des 8 et 9 mai, où de nombreuses entreprises en lutte étaient représentées (« Parisien Libéré », « Griffet », « Réo ») ont permis de vaincre l'isolement. Les 15 000 visites démontrent que les travailleurs de la région refusent les choix qui sont faits en dehors d'eux et contre eux. Les travailleurs de Palente se battent, non seulement pour eux mais contre la désertification de toute une région, en voulant lier leur lutte à celle de tous les travailleurs menacés dans leur emploi par la restructuration capitaliste.

Ils nous donnent des perspectives de luttes unitaires et globales contre le capitalisme. Leurs perspectives de nationalisation et de contrôle ouvrier fixent des objectifs qui donnent aux travailleurs en lutte l'espoir que les problèmes pourront se régler autrement que sur leurs dos. Nous avons demandé à Charles Piaget de tirer avec nous un premier bilan de cette nouvelle lutte.

T.S. : S'agit-il d'une revanche patronale ?

Charles Piaget : Je crois qu'il y a deux choses à la fois. Il y a, d'une part, Riboud-Gillet, les actionnaires qui ne veulent plus investir ; parce qu'ils ont des problèmes dans leur propre branche, parce que l'horlogerie nécessite des investissements soutenus, et qu'ils ont tiré un trait sur cette diversification là.

Et d'autre part il y a l'autre aspect que tu as raison de souligner : la revanche. On sait qu'elle existe. Toute une frange du patronat et de la majorité s'engouffre dans cette affaire pour essayer de régler les comptes avec les travailleurs, d'autant plus qu'un échec à Lip peut être un atout : si les travailleurs arrivent à un résultat qui ne correspond pas à la logique capitaliste, à la fatalité économique, c'est un échec des patrons. Mais dans le cas contraire...

T.S. : Cette offensive contre les Lips et le refus des investissements nécessaires à la marche de l'entreprise, signifient-ils le démantèlement de l'horlogerie et une prise en main de l'industrie horlogère par l'électronique USA ?

C.P. : Le fait de ne pas vouloir continuer, à Lip, qui est une entreprise assez intégrée, qui a des moyens technologiques importants, ne peut que signifier le peu de volonté de faire quelque chose pour l'hor-

logerie. Le reste de l'horlogerie est extrêmement morcelé. On compte près de deux cents entreprises dans le Haut-Doubs, et chacun sait que ce n'est pas à partir de cela que l'on peut s'en sortir. Le maire de Morteau, lui-même, déclarait récemment que sur les deux cents entreprises il faudrait des regroupements pour en arriver à une trentaine.

Avec une entreprise qui est la préfiguration de cela (Lip), on cherche à démanteler et à faire des petites entreprises. C'est bien la preuve qu'ils ne veulent rien faire pour l'horlogerie, que de l'esbrouffe et de la fumée ! Les électroniciens américains, eux, ont une politique plus planétaire, et ce sont les retombées qui arrivent dans la région.

Ils n'ont pas une visée particulière sur l'horlogerie française. Ils attaquent massivement par cette mutation technologique, et ce sont les dégâts qui vont se faire sentir en Franche-Comté, essentiellement chez les travailleurs. L'horlogerie n'est qu'une des conséquences de l'industrie électronique. Ils diversifient la fabrication et leurs investissements. La France est une cible assez facile car elle est composée de PME qui ne peuvent pas riposter. Sans l'aide des pouvoirs publics, sans plan horloger français, elles sont démunies et trop faibles. La France telle qu'elle est bâtie, ne peut rien faire sans plan.

T.S. : Un plan de reconversion de Lip pourrait-il permettre une relance écono-

mique à la région ?

C.P. : Tout à fait. Une action volontaire à Lip pourrait avoir un rayonnement sur toute la région, à condition qu'on ne fasse pas quelque chose à Lip sans penser au reste.

On pourrait imaginer que deux ou trois entreprises de la région deviennent un pôle de globalisation de travaux qui seraient repassés en sous-traitance à des entreprises qui se reconverteraient. Il faut, pour cela qu'il y ait dans la région, la réflexion, les études et le développement.

T.S. : La nationalisation ou régie nationale peut-elle être une solution ?

C.P. : On y pense très fort. On voit en effet, un patronat qui n'arrive pas à mettre en place une politique de sauvegarde de l'emploi. Lip a des possibilités importantes, armement, secteur d'étude (possible pour toute l'horlogerie). Lip pourrait être nationalisée, y compris dans une économie de marché. Lip pourrait servir de pivot au développement de la région.

T.S. : Si Lip était nationalisé, pourrait-on mettre en place des formes de contrôle des travailleurs, financier par exemple ?

C.P. : Oui, et pas seulement financier. Il faut aussi contrôler l'application du plan. Cela prendrait une

autre importance. Mais nous sommes en économie capitaliste donc de concurrence, et certaines choses ne sont pas de notre domaine, mais de celui de la direction. Mais, il y a déjà beaucoup de choses à faire.

T.S. : Autour de quels moyens de combat Lip pense-t-il s'organiser ?

C.P. : On affirme : l'horlogerie est en crise, il y aura une stagnation de la production, il y aura une diminution des emplois.

La mutation technologique se fait mal. Il y a nécessité d'une diversification pour rompre avec la dangereuse mono-industrie qui caractérise la région. C'est ce qu'on va essayer d'expliquer, de montrer partout dans la région pour que tous les travailleurs victimes du système se joignent à nous.

Si l'on arrive à développer cette unité populaire, ce sera un élément de réussite de la lutte régionale. Il y a des luttes dans la chaussure, la métallurgie, le textile. Il faut coordonner ces luttes pour montrer la nocivité de la politique du pouvoir dans les régions. Il faut mener des luttes régionales et réfléchir à cette fameuse coordination nationale.

Propos recueillis par
Pierre REGNIER ■